

Paris, le 4 septembre 2019

**La direction des politiques
familiale et sociale**

Circulaire n° 2019 - 012

Mesdames et Messieurs les Directeurs
des Caisses d'allocations familiales

**Objet : Les évolutions du financement des actions de soutien à la
parentalité dans le cadre du Fonds National Parentalité (Fnp) :
diffusion du référentiel de financement des Caf**

Madame la Directrice,
Monsieur le Directeur,

La période de la Cog 2013-2017 a vu un renforcement du positionnement de la branche Famille sur le champ du soutien à la parentalité à travers le déploiement de l'axe « parentalité » dans chaque schéma départemental de services aux familles (Sdsf). Elle a également été marquée par le développement d'offres territoriales diversifiées permettant à un nombre important de parents d'accéder à des actions de soutien et d'accompagnement adaptées à leurs besoins.

La branche Famille est aujourd'hui un acteur majeur du champ du soutien à la parentalité et le premier financeur d'un certain nombre d'actions et de dispositifs. Ainsi en 2017 :

- plus de 9 500 actions ont été conduites par 5 062 structures mobilisées dans le cadre des Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (Reaap) ;
- près de 3 100 structures ont porté des actions dans le cadre des contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (Clas) et 200 000 enfants et jeunes entre 6 et 17 ans ainsi que 135 000 familles ont bénéficié de ces actions ;
- 1 535 lieux d'accueils enfants-parents (Laep) sont soutenus par les Caf, soit un Laep pour près de 3 000 enfants de moins de 6 ans ;
- 268 services de médiation familiale et 205 espaces de rencontre étaient également soutenus par les Caf.

Sur la période de la Cog 2018-2022, l'enjeu est de consolider le portage de cette politique au sein des Sdsf comme des conventions territoriales globales (Ctg) et de garantir l'attractivité des offres auprès des parents.

Déclinée dans le fiche n°4 de la Cog 2018-2022, l'ambition est de valoriser le rôle des parents et de contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec et par leurs enfants. Trois objectifs majeurs sont poursuivis :

- ✓ **Accompagner les parents à l'arrivée de l'enfant en améliorant les dispositifs existants et en concourant à leur bonne articulation :** l'enjeu est de déployer une offre de services et d'information envers les parents, couvrant la période périnatale jusqu'aux trois ans de l'enfant ;
- ✓ **Soutenir les parents dans l'éducation de leurs enfants, notamment les adolescents :** les offres articulant à la fois l'accompagnement des parents et celui de leurs enfants dans une optique de maintien des liens et de prévention des ruptures et des conflits seront développées. Une attention particulière sera apportée aux périodes de transition vécues par les familles telle que l'entrée de l'enfant à l'école maternelle ou élémentaire, l'entrée au collège ou lycée, la décohabitation de la cellule familiale ;
- ✓ **Accompagner et prévenir les ruptures familiales :** le développement des offres de services accompagnant les séparations pour favoriser la coparentalité sera poursuivi, avec une attention particulière portée aux situations les plus fragiles, au maintien des liens parents/ enfants et à l'apaisement des conflits. L'aide au maintien des liens familiaux entre les parents détenus et leurs enfants fera l'objet d'une attention particulière.

Le fonds national parentalité (Fnp) doit contribuer à ces objectifs. Il est un levier essentiel pour soutenir la mise en œuvre d'actions de soutien à la parentalité sur les territoires, en complément des dispositifs soutenus par les prestations de service. Il permet également de structurer la mise en œuvre de cette politique et d'accompagner les dynamiques de mise en réseau des acteurs sur les territoires, via le financement d'une fonction d'animation parentalité dans chaque département.

Plusieurs enjeux sont poursuivis dans le cadre de ce fonds pour la période 2018-2022 en lien avec les priorités portées dans la Cog sur le champ du soutien à la parentalité :

- renforcer la lisibilité des actions de soutien à la parentalité pour les familles et les partenaires ;
- soutenir les structures fédérant un projet parentalité de territoire, proposant une offre d'information et d'accompagnement de proximité aux familles ;
- renforcer l'efficacité collective et la qualité des réponses apportées ;
- alléger la charge de gestion en Caf liée à la mise en œuvre des appels à projet.

Pour répondre à ces enjeux, le Fnp évolue à compter du 1^{er} janvier 2020 dans l'objectif de :

- poursuivre le financement des actions parentalité mises en œuvre dans le cadre des Réseaux parentalité (Reaap), tout en renforçant l'harmonisation et la lisibilité de celles-ci, via notamment la généralisation du référentiel national de financement et une meilleure valorisation des initiatives locales ;
- continuer à accompagner la structuration de la politique parentalité via le financement d'une mission d'animation départementale parentalité prenant appui sur un référentiel de la mission d'animation et un cadre de délégation renforcé si cette fonction est confiée à un partenaire ;
- permettre le soutien financier au fonctionnement de lieux ressources dédiés au soutien à la parentalité.

Pour la période 2018-2022, le Fnp progressera de 4,5% par an pour atteindre un total de 34,5M€ en 2022 (soit un montant cumulé pour la période de la Cog de 160,2M€).

Dans ce cadre budgétaire, le fonds national parentalité sera structuré à compter de 2020 autour de 3 volets qui reflètent les priorités d'intervention de la Cog sur l'axe parentalité :

- le volet 1 : financement des actions parentalité mises en œuvre dans le cadre des Réseaux parentalité (Reaap) ;
- le volet 2 : la structuration de la politique parentalité sur les territoires via le financement de la mission d'animation parentalité ;
- le volet 3 : le soutien financier au fonctionnement de lieux ressources dédiés au soutien à la parentalité.

Le financement d'actions et de lieux ressources dédiées à la parentalité via le Fnp est un levier central pour **atteindre l'objectif d'offrir aux parents, d'ici 2022, sur chaque territoire intercommunale (Epci), d'un panier de service « parentalité », constitué d'au moins une action Reaap, une action Clas et d'un Laep.**

La présente circulaire présente le cadre de financement des actions et projets du Fnp qui contribuent à la mise en œuvre des axes prioritaires de la politique de soutien à la parentalité définit par la Cog 2018-2022.

Elle est accompagnée en annexe du référentiel national de financement par les Caf des actions du volet 1 du Fnp.

1. Le développement des actions parentalité sur les territoires et le soutien aux porteurs de projet (volet 1 du Fnp)

Pour accompagner le développement des actions en direction des parents, et renforcer la lisibilité et la qualité de la réponse faite aux partenaires, les actions financées par la branche Famille dans le cadre du volet 1 (financement des actions) devront dorénavant répondre aux critères définis par le référentiel national de financement par les Caf joint en annexe¹.

Ce dernier vise à harmoniser les actions de soutien et d'accompagnement à la parentalité pour une meilleure communication de l'offre en direction des familles. Il porte également l'ambition d'une diversification des modalités et formats d'intervention en direction des parents, et d'un développement d'offres innovantes adaptées à leurs nouveaux besoins.

1.1 Pour être éligible au Fonds national parentalité (volet1) les actions proposées par un porteur de projet doivent répondre au référentiel national de financement par les Caf des actions parentalité.

Le référentiel national de financement des actions parentalité s'adresse à l'ensemble des professionnels des Caf et du comité des financeurs rattaché au Sdsf chargé de la sélection des actions proposées au titre du volet 1 du Fnp et mises en œuvre dans le cadre des réseaux parentalité Reaap.

¹ Référentiel de financement par les Caf des actions di volet 1 du Fnp élaboré en appui d'un groupe de 12 Caf (Bouches du Rhône, Finistère, Gers, Haut Rhin, Loiret, Marne, Pyrénées Atlantiques, Pyrénées Orientales, Saône et Loire, Seine Maritime, Puy de Dôme, Vosges)

Il s'adresse aux professionnels et bénévoles, ainsi qu'aux élus des territoires, engagés dans des actions d'accompagnement et de soutien à la parentalité. A ce titre, il devra être valorisé et partagé avec l'ensemble des partenaires dans le cadre des Sdsf et Ctg. Il s'impose aux Caf pour tout nouveaux financements dès la prochaine campagne d'appel à projet Reaap.

Le référentiel apporte un cadre commun de références sur les actions² susceptibles d'être financées sur les territoires, ainsi que sur les modalités de financement de ces actions. Il précise :

- les critères d'éligibilité aux financements versés par les Caf ;
- les modalités de dépôt et de sélection des projets ;
- la durée de financement ;
- la mobilisation de cofinancements ;
- les modalités de suivi et de valorisation des actions ;
- la typologie des actions pouvant être financées par les Caf et les actions non éligibles ;
- les textes de références.

Il apporte des précisions et clarifications sur le type d'actions qui ne relèvent pas du financement dans le cadre du Fnp.

Par ailleurs, le référentiel rappelle que les actions financées dans le cadre des Réseaux parentalité (Reaap) doivent :

- ✓ répondre aux principes énoncés dans la charte nationale des Reaap, tenir compte de l'évaluation des actions conduites au cours de l'exercice précédent et être en cohérence avec le diagnostic territorial partagé en vue de pérenniser les actions les plus adaptées aux besoins des familles du territoire et les orientations prioritaires définies dans le cadre du schéma départemental des services aux familles ;
- ✓ mettre en exergue la place des parents, voire leur implication concrète dans l'animation des actions.

Pour renforcer la coordination locale des actions parentalité, les synergies entre les acteurs et la capitalisation des bonnes pratiques et savoir-faire sur les territoires, il est demandé que les porteurs de projet financés soient prioritairement ceux qui participent à la dynamique des réseaux d'acteurs.

1.2 Modalités d'instruction et de sélection des projets

L'instruction et la sélection des projets pour lesquels un financement est sollicité s'organise dans le cadre d'une procédure annuelle d'appel à projet pour laquelle le comité technique « parentalité », rattaché au Sdsf, est associé.

➤ Possibilité d'instruire les projets tout au long de l'année

En complément des campagnes annuelles d'appels à projets, afin notamment de pouvoir soutenir des projets portés par des collectifs de parents³ mais aussi pour ne pas différer et renvoyer la décision de financement à la campagne d'appel à projet suivante, les Caf peuvent instruire les demandes de financement « au fil de l'eau ».

² Référentiel de financement page 9

³ Sous réserve d'appui par un service ou une structure porteuse permettant le versement de la subvention de la Caf

➤ **Mise à disposition prochainement d'un outil de gestion des appels à projet**

La Cnaf étudie la mise à disposition des Caf et de leurs partenaires d'un outil d'aide à la gestion des appels à projet afin d'alléger les processus de gestion en Caf et ainsi permettre aux conseillers techniques et référents parentalité des Caf d'investir d'avantage la fonction d'accompagnement des porteurs de projet sur les territoires.

Cet outil permettra d'automatiser l'ensemble du process, du dépôt en ligne du dossier par le porteur de projet, jusqu'à son instruction et sa sélection. Il est prévu que l'outil intègre un module d'injection automatique des actions financées sur Mon-enfant.fr et sur les autres sites de la branche Famille (Caf.fr, site de l'Aripa) afin de renforcer la géolocalisation des actions, au service d'un meilleur accès à l'information et aux offres de soutien à la parentalité pour les familles.

La livraison de cet outil de gestion dématérialisé des appels à projet est programmée au 1er semestre 2020.

1.3 Les modalités d'accompagnement financiers et de conventionnement des actions du volet 1 du Fnp

Les modalités de financement des actions sont inchangées par rapport à la précédente Cog. Le Fnp (volet 1 action) permet de soutenir jusqu'à 80 % du coût de l'action. En complément, un cofinancement des projets doit être demandé de façon à inscrire les projets dans une dynamique partenariale.

Le financement susceptible d'être versé dans le cadre du Fnp doit respecter les deux critères cumulatifs suivants :

- le niveau de 80% est un maximum qui ne doit pas être attribué de manière systématique mais qui doit être apprécié en fonction des partenariats pouvant être mobilisés en complément et dans la limite des crédits disponibles ;
- l'ensemble des recettes (financements octroyés par la Caf intégrant le complément « Fnp », les participations familiales et les autres subventions) ne peut excéder 100 % du coût annuel de fonctionnement de l'action. Si tel est le cas, le montant de la subvention Fnp « volet 1 action » doit être réduit d'autant.

➤ **Possibilité de conventionnement pluriannuel :**

Afin de donner de la lisibilité financière aux porteurs de projets, les Caf ont la possibilité de mettre en œuvre un financement pluriannuel⁴ pour les *centres sociaux porteurs d'actions parentalité conduites dans le cadre des Reaap et pour les porteurs de projets soutenus par la Caf depuis plus de deux ans*. Dans les deux cas, les structures devront présenter un bilan satisfaisant (réponse aux objectifs de l'action conventionnée, pas de difficulté financière). Pour les centres sociaux, ce financement sera adossé à la période d'agrément par la Caf. Pour les autres porteurs de projets, la durée de convention peut être de 4 ans maximum.

⁴ Cette évolution répond à la recommandation n°54 du rapport d'évaluation de la convention d'objectifs et de gestion 2013-2017 établi par l'Igas et l'Igf.

➤ Décisions de financement et conventionnement

Après délibération et validation des projets par le comité technique « parentalité » rattaché au Sdsf et / ou instances délégataires des Caf, la décision d'acceptation ou de rejet de la demande doit être notifiée aux porteurs de projets. En cas de refus, celui-ci doit être motivé par des arguments objectifs et non discriminatoires.

En cas de décision favorable portant sur un montant supérieur à 10 000€, (23 000€ dans le cas d'un financement pluriannuel) il convient de faire signer une convention. Un modèle de convention et de notification sera communiqué pour la prochaine campagne d'appel à projet Reaap.

Pour des montants inférieurs aux seuils évoqués ci-dessus, le conventionnement est facultatif et l'opportunité de conventionner relève de l'appréciation de la Caf. Il demeure en particulier recommandé pour :

- un nouveau gestionnaire non connu de la Caf ;
- un gestionnaire avec lequel la Caf a connu des difficultés antérieures relatives à la production des éléments nécessaires au paiement ou quant au respect de l'atteinte des obligations ou des objectifs fixés dans le cadre du financement du projet ou de l'action considérée.

Dans les autres cas, une notification suffit. Celle-ci doit néanmoins être suffisamment explicite pour bien préciser les obligations du partenaire.

2. Le soutien à la mise en œuvre d'une mission d'animation départementale parentalité sur les territoires

Le soutien à la parentalité excédant les frontières et les compétences d'une seule institution, la coordination des acteurs est nécessaire et renvoie à la dynamique partenariale à l'échelon départemental et local.

La mission d'animation est un levier pour renforcer la mise en réseau des acteurs et consolider les dynamiques partenariales, impulsées par les Sdsf. Elle vise à soutenir tout particulièrement le travail en réseau entre les acteurs associatifs, les professionnels de l'intervention sociale, les parents et les élus à l'échelon des territoires, voire des bassins de vie des familles.

La Cog 2018-2022 poursuit le financement de cette mission d'animation départementale parentalité par le biais du Fnp (volet 2 animation) à hauteur de 50 000€ par an et par Caf. Cette mission d'animation parentalité est départementale et doit recouvrir les dimensions suivantes :

- impulsion d'une culture commune de l'accompagnement à la parentalité sur les territoires ;
- aide à la structuration et à l'articulation des différents dispositifs de soutien à la parentalité sur les territoires (en lien avec les objectifs des Sdsf au niveau départemental et des Ctg au niveau infra-départemental) ;
- appui à la communication sur le soutien à la parentalité et diffusion d'informations auprès des acteurs locaux et des parents ;
- renforcement de la structuration et du fonctionnement des réseaux d'acteurs déjà existants et accompagnement de l'émergence de nouveaux réseaux, dans une approche transversale et transdisciplinaire (acteurs de la parentalité, Eaje, haltes-garderies, Alsh, centres sociaux, Pmi, etc) ;

- accompagnement de la mise en place d'actions « innovantes » sur le champ du soutien à la parentalité ;
- capitalisation, valorisation et partage des bonnes pratiques (ex/ organisation de journées départementales ; cérémonies de remise de prix pour les projets financés dans le cadre du Fnp) ;
- appui à la mise en œuvre de démarches d'évaluation des politiques de soutien à la parentalité sur les territoires.

La mission d'animation départementale doit être organisée et/ou mise en œuvre par la Caf en lien avec les orientations définies par les schémas départementaux des services aux familles. Selon les configurations locales existantes et l'histoire du partenariat, cette mission peut être assurée par la Caf ou être déléguée à un (ou plusieurs) partenaire(s).

En cas de délégation à un partenaire, celui-ci doit s'engager à respecter le cahier des charges de cette fonction d'animation et garantir une posture de neutralité dans l'animation du partenariat départemental.

Un cahier des charges de la mission d'animation sera adressé au cours du dernier trimestre 2019 accompagné d'un kit « outils » comprenant un dossier de dépôt de candidature et une convention type de partenariat pour accompagner la contractualisation quand la mission est déléguée.

3. La création d'un nouveau volet au sein du fonds national parentalité pour soutenir le fonctionnement de lieux ressources pour les parents sur les territoires

En matière de soutien à la parentalité, la Cog 2018-2022 engage la branche Famille à soutenir en priorité « les projets innovants » et « les structures proposant une palette diversifiée de services, afin de renforcer leur visibilité globale et d'éviter leur éparpillement ».

Actuellement, les aides au fonctionnement en matière de soutien à la parentalité via les prestations de service sont orientées autour de la réponse à un besoin ou une problématique spécifique : soutien aux parents de très jeunes enfants pour les Laep, accompagnement des conflits parentaux dans l'intérêt de l'enfant pour les services de médiation familiale, aide au maintien ou à la restauration du lien parents/enfants pour les espaces de rencontre, renforcement des liens familles/écoles pour les Clas. Par ailleurs, « le regroupement des offres parentalité existantes au sein des centres sociaux et des espaces de vie sociale est encouragé⁵. ».

En complément, et dans les territoires qui en sont dépourvus, la Cog prévoit « la création d'une aide au fonctionnement des associations et des structures dédiées à la parentalité » afin de contribuer à la structuration et l'émergence sur les territoires :

- de lieux ressources et d'accompagnement des familles assurant une mission de coordination de la politique parentalité sur le territoire lorsque celui-ci est dépourvu d'un centre social qui assure ce rôle ;

⁵ Ce positionnement renvoie à la recommandation n°61 du rapport d'évaluation de la Cog 2013-2017 établi par l'Igas et l'Igf.

- de lieux « hybrides » sur le champ du soutien à la parentalité, regroupant au sein d'un même espace plusieurs types d'offres et de propositions en direction des familles (ex/ information et accompagnement des familles dans une visée généraliste, partage de ressources, lieu de rencontres et d'échanges, lieu d'accompagnement par un professionnel, etc.) ;
- de lieux ressources et d'accompagnement des familles en grande précarité.

Les critères et modalités de financement de cette nouvelle aide au fonctionnement dans le cadre du volet 3 du fonds national parentalité seront diffusés au cours du premier semestre 2020.

Pour tout complément d'information concernant le fonds national parentalité, je vous remercie d'adresser vos questions à la Balf Parentalité parentalite.cnaf@cnaf.cnafmail.fr

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.



**REFERENTIEL NATIONAL DE FINANCEMENT PAR LES CAF
DES ACTIONS DU VOLET 1
DU FONDS NATIONAL DE SOUTIEN A LA PARENTALITE**

« La famille d'aujourd'hui n'est ni plus, ni moins parfaite que celle de jadis : elle est autre, parce que les circonstances sont autres. Elle est plus complexe, parce que les milieux où elle vit sont plus complexes, voilà tout ... »

Propos contemporains de Emile Durkheim (1888)

Préambule

- **Accompagner les familles dans leurs parcours de vie : une ambition centrale pour la branche Famille**

Les Caf sont nées de la volonté d'apporter une aide à toutes les familles, dans leur diversité. Ainsi, leur action sociale s'adresse à tous. Que cet investissement prenne la forme de prestations monétaires ou d'aides permettant de développer des services, il témoigne d'un engagement de la branche Famille, dans une visée universelle, à accompagner le développement de chaque personne, dès sa naissance, par une présence et un soutien dans son parcours de vie, accentuant, s'il le faut, son aide lorsque la famille rencontre des difficultés.

Les quatre missions emblématiques de la branche Famille, fondatrices de son cœur de métier, témoignent de cet investissement :

- ✓ aider les familles à concilier leurs vies familiales, professionnelles et sociales ;
- ✓ faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes ;
- ✓ créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;
- ✓ accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement.

Par leur action sociale, les Caf contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte, au maintien des liens familiaux y compris avec le parent non-allocataire.

Au service de toutes les familles, les Caf œuvrent en faveur de leur accès aux droits, aux équipements et aux services. Elles portent une attention particulière aux familles les plus modestes, celles fragilisées par un événement de vie ou qui sont exposées à des risques d'exclusion.

- **Le soutien à la parentalité : une politique pour accompagner les parents**

Alors que plus de deux parents sur cinq estiment aujourd'hui difficile l'exercice de leur rôle¹, la politique de soutien à la parentalité, réaffirmée par l'Etat dans le cadre de la stratégie nationale « Dessine-moi un parent », vise à répondre aux différentes préoccupations des parents relatives à l'arrivée du premier ou d'un nouvel enfant, à sa scolarité, à sa santé, à son équilibre et son développement, aux difficultés relationnelles rencontrées à certaines périodes charnières etc.

Le soutien à la parentalité s'adresse à tous les parents qui s'interrogent sur l'éducation de leurs enfants au quotidien. Dans une logique de prévention primaire universel, c'est une composante à part entière de la politique familiale, qui s'adresse à toutes les familles, quelles que soient leur catégorie socioprofessionnelle, leur lieu de résidence, leur composition, leurs vulnérabilités etc.

En valorisant les parents dans leur rôle, le soutien à la parentalité contribue à prévenir et accompagner les risques pouvant peser sur les relations intrafamiliales (ruptures familiales, relations conflictuelles parents/ados, etc.).

¹ L'essentiel n°165-2016, Caisse nationale des allocations familiales

- **Dans le cadre de la Cog 2018-2022, la branche Famille porte l'ambition de valoriser le rôle des parents et de contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants.**

Trois objectifs majeurs sont poursuivis :

- ✓ **Accompagner les parents à l'arrivée de l'enfant en améliorant les dispositifs existants et en concourant à leur bonne articulation** : l'enjeu est de déployer une offre de services et d'information envers les parents, couvrant la période périnatale jusqu'aux trois ans de l'enfant ;
- ✓ **Soutenir les parents dans l'éducation de leurs enfants, notamment les adolescents** : les offres articulant à la fois l'accompagnement des parents et celui de leurs enfants dans une optique de maintien des liens et de prévention des ruptures et des conflits seront développées. Une attention particulière sera apportée aux périodes de transition vécues par les familles telle que l'entrée de l'enfant à l'école maternelle ou élémentaire, l'entrée au collège ou lycée, la décohabitation de la cellule familiale ;
- ✓ **Accompagner et prévenir les ruptures familiales** : le développement des offres de services accompagnant les séparations pour favoriser la coparentalité sera poursuivi, avec une attention particulière portée aux situations les plus fragiles, au maintien des liens parents/ enfants et à l'apaisement des conflits. L'aide au maintien des liens familiaux entre les parents détenus et leurs enfants fera l'objet d'une attention particulière.

L'accompagnement des familles ayant la charge d'un enfant porteur de handicap constitue une ambition qui traverse ces trois objectifs.

L'atteinte de ces objectifs prend appui sur la mobilisation de financements dans le cadre de prestations de service nationales visant à soutenir le fonctionnement de certaines structures spécifiques : lieux d'accueil enfants-parents (Laep), espaces de rencontre, services de médiation familiale, contrats locaux d'accompagnement à la scolarité. Le financement de ces structures est souvent complété par des aides sur fonds locaux accordées par les Caf.

Des aides sur fonds nationaux, accordées dans le cadre du **fonds national parentalité**, permettent également de financer des actions de soutien et d'accompagnement à la parentalité, mises en œuvre dans le cadre des réseaux d'écoute d'appui et d'accompagnement des parents (Reaap).

Ce fonds national parentalité est composé de trois volets :

- Volet 1 : financement d'actions de soutien et d'accompagnement à la parentalité conduites dans le cadre des Reaap ;
- Volet 2 : soutien à l'animation départementale de la politique parentalité ;
- Volet 3 : soutien au fonctionnement de lieux ressources pour les parents sur les territoires.

Il vise à accompagner le développement et la structuration de la politique de soutien à la parentalité sur les territoires, en articulation étroite avec les schémas départementaux des services aux familles (Sdsf) et les conventions territoriales globales (Ctg). Les Caf valorisent ces offres locales dans le cadre des parcours, notamment « naissance » et « séparation », proposés aux usagers.

- **Pourquoi un référentiel national de financement par les Caf des actions de soutien et d'accompagnement à la parentalité ?**

La politique de soutien à la parentalité est une politique récente. Elle permet de fédérer un nombre important d'acteurs et de mailler les territoires d'offres diversifiées afin de répondre aux différentes

préoccupations des parents (information, conseil, accompagnement etc). Cependant, les actions qui la composent (dont une partie sont conduites dans le cadre des Reaap) représentent aujourd'hui un ensemble composite et hétérogène d'initiatives locales. Cette diversité des pratiques, même si elle constitue la richesse de cette politique, la rend souvent peu lisible pour les partenaires et les familles. Par ailleurs, l'articulation de ces actions avec les priorités de la branche Famille sur le champ du soutien à la parentalité définies dans le cadre de la Cog reste encore à renforcer.

Ce référentiel porte l'ambition d'harmoniser les actions de soutien et d'accompagnement à la parentalité financées par les Caf dans le cadre du volet 1 du fonds national parentalité.

L'objectif est de donner aux Caf et à leurs partenaires **un cadre commun de références** sur la typologie des actions susceptibles d'être financées sur les territoires, ainsi que sur les modalités de financement de ces actions.

Il s'agit également de **renforcer la lisibilité de ces actions, afin de mieux les valoriser et d'identifier les bonnes pratiques** à partager voire à mutualiser.

Enfin, ce référentiel porte l'objectif **d'une diversification des modalités et formats d'intervention en direction des parents**, et du développement d'offres innovantes adaptées à leurs nouveaux besoins.

- **Comment ce référentiel a été élaboré ?**

Ce référentiel a été réalisé avec l'appui d'un groupe de 12 correspondants régionaux parentalité de Caf² mobilisés dans le cadre de l'instance nationale d'animation et d'appui de la politique parentalité de la Cnaf. (Inaa2p) pilotée par la Cnaf. Il est le fruit d'un travail collectif très riche, ayant permis à la fois de capitaliser la diversité des pratiques locales et d'en réinterroger le sens et les orientations, en lien avec les priorités définies par la branche Famille dans le cadre de la Cog 2018-2022.

- **A qui s'adresse ce référentiel ?**

Ce référentiel s'adresse à l'ensemble des professionnels des Caf et du comité des financeurs rattaché au Sdsf chargé de la sélection des actions proposées au titre du volet 1 du fonds national parentalité et mises en œuvre dans le cadre des Reaap. Il s'adresse également aux professionnels et bénévoles, ainsi qu'aux élus des territoires, engagés dans des actions d'accompagnement et de soutien à la parentalité.

² Caf des Bouches du Rhône, Caf du Finistère, Caf du Gers, Caf du Haut Rhin, Caf du Loiret, Caf de la Marne, Caf des Pyrénées Atlantiques, Caf des Pyrénées Orientales, Caf de Saône et Loire, Caf de Seine Maritime, Caf du Puy de Dôme, Caf des Vosges

Prérequis et critères d'éligibilité aux financements versés par les Caf

Les actions de soutien et d'accompagnement à la parentalité sont des actions mises en œuvre avec et pour les parents sur un territoire. Elles visent à mettre à leur disposition un ensemble de ressources, d'informations et de services pour les accompagner dans l'éducation de leurs enfants, aux moments clés de leur vie familiale, si et quand ils en ressentent le besoin.

Les porteurs des actions parentalité soutenues par les Caf doivent répondre aux principes énoncés dans la charte nationale du soutien à la parentalité³ et respecter les principes de la charte de la laïcité de la branche Famille et de ses partenaires.

Il est également demandé qu'ils participent à la dynamique des réseaux d'écoute d'appui et d'accompagnement des parents (Reaap) afin de contribuer à la mise en œuvre d'une coordination locale des actions parentalité, au renforcement des synergies entre acteurs, à l'évaluation des actions réalisées et à la capitalisation des savoir-faire sur les territoires. La mise en place de partenariats avec d'autres acteurs ou réseaux d'acteurs en contact avec des parents et leurs enfants doit également être recherchée et notamment avec : les réseaux périnatalité, les Pmi, les acteurs du champ médico-social et sanitaire (ex/ maternités, maisons des adolescents, protection judiciaire de la jeunesse, etc.) et de la protection de l'enfance; les établissements d'accueil du jeune enfant, les accueils de loisirs sans hébergement, les établissements scolaires, les associations de parents d'élèves etc.

Les acteurs suivants, s'ils sont porteurs d'une action d'accompagnement et de soutien à la parentalité mise en œuvre dans le cadre des Reaap, sont éligibles à un financement par la Caf dans le cadre du volet 1 « Actions » du fonds national parentalité :

- les associations issues de la loi de 1901 ;
- les associations reconnues d'utilité publique à caractère social ou sanitaire;
- les établissements du secteur public et/ou privé⁴ à caractère social ou médico-social sanitaire ou d'enseignement ;
- les collectivités territoriales (communes, Epci) ;
- les acteurs du secteur privé lucratif, sous réserve qu'ils mettent en place une gestion désintéressée⁵ ;
- les parents eux-mêmes sous couvert d'un service ou structure porteuse permettant le versement de la subvention de la Caf.

Les actions proposées par ces porteurs de projets doivent répondre aux critères suivants :

- Volet « accessibilité et participation des parents » :
 - proposer les actions là où se trouvent les parents : dans les établissements et lieux que fréquentent leurs enfants (la crèche, l'école, les accueils de loisirs, les conservatoires, bibliothèques, associations sportives où les parents accompagnent leurs enfants, etc.). Les actions en entreprise et sur les réseaux sociaux sont également à rechercher ;
 - rechercher la participation des parents dans toutes ses formes, sans pour autant l'imposer ou en faire un préalable d'actions ;

³ Elaborée dans le cadre de la Stratégie nationale de soutien à la parentalité.

⁴ Le secteur privé correspond au secteur d'activité de l'économie où l'État n'intervient pas ou du moins peu. Il s'agit principalement des entreprises privées n'appartenant pas à l'État et étant gérées par des particuliers et dont la raison d'être est le profit.

⁵ Seules les réalisations sociales à but non lucratif peuvent prétendre au bénéfice des prestations de service, quelle que soit la nature juridique de l'organisme gestionnaire (point 131 circulaire de la CNAF n°1979/037 du 20 mars 1979. Le prérequis de non lucrativité ne s'attache pas à la nature juridique du gestionnaire. Ainsi, la notion de bénéfice ne recouvre pas la réalisation de recettes d'exploitation, ou même d'excédents, mais celle de profits redistribuables.

- être accessibles à l'ensemble des parents avec une attention particulière portée à la participation des parents en situation de handicap ;
 - proposer une gratuité ou une participation symbolique des parents aux actions ;
 - mettre en place des modalités de fonctionnement adaptées (amplitude horaire, localisation des actions) et développer des actions visant à « aller vers » les familles ne fréquentant pas les structures et dispositifs de soutien à la parentalité sur les territoires ;
- Volet « nature des actions » :
 - s'adresser à de futurs parents et aux parents d'enfants jusqu'à 18 ans en leur proposant une palette d'actions diversifiées afin de répondre à leurs différents besoins ;
 - s'inscrire dans un cadre d'interventions collectives tout en offrant la possibilité aux parents qui en exprimeraient le besoin de pouvoir bénéficier de temps d'accompagnement en individuel à l'intérieur de ces actions ;
 - favoriser les innovations et proposer aux parents des formats d'intervention renouvelés (par le biais notamment des outils numériques) ;
 - Volet « diagnostic, évaluation » :
 - être construites en réponse à un besoin identifié dans le cadre d'un diagnostic partagé sur le territoire et en lien avec les orientations du Sdsf ;
 - faire l'objet d'indicateurs de suivi et d'évaluation de l'action.

Les modalités de dépôt et de sélection des projets

Le dépôt des projets auprès de la Caf est réalisé dans le cadre d'une procédure annuelle d'appel à projets.

Les axes de cet appel à projets sont définis en cohérence avec les priorités définies dans le cadre du schéma départemental des services aux familles (volet parentalité) et dans la Cog liant la Cnaf à l'Etat pour la période 2018 à 2022.

Une attention particulière est portée par les Caf, dans le cadre de ces appels à projets, aux trois champs prioritaires identifiés dans la Cog à savoir :

- l'accompagnement des parents au moment de la naissance et jusqu'aux trois ans de l'enfant ;
- le soutien aux parents dans l'éducation de leurs enfants, notamment les adolescents ;
- l'accompagnement et la prévention des ruptures familiales.

Les Caf s'engagent à assurer une promotion large de cette campagne d'appels à projets auprès des différents acteurs du territoire et par le biais des outils numériques (Caf.fr, réseaux sociaux, etc.)

En complément de cette campagne annuelle, la possibilité est également offerte aux Caf d'instruire des demandes de soutien « au fil de l'eau », notamment celles proposées par des collectifs de parents.

Le comité technique « parentalité », rattaché au schéma départemental des services aux familles (Sdsf), procède à la sélection des projets pour le financement desquels une subvention a été sollicitée auprès de la Caf dans le cadre du volet 1 du fonds national parentalité. Cette sélection repose sur une liste de critères définis en cohérence avec le présent référentiel. Ces critères sont communiqués aux porteurs de projets.

La durée du financement

Afin de permettre l'émergence de nouvelles initiatives, les subventions accordées au titre du volet 1 du Fnp n'ont pas vocation à être pérennes ni à financer le fonctionnement de structures de soutien à la parentalité. Ainsi, le comité des financeurs devra être attentif aux résultats et aux éléments d'évaluation de l'action avant toute reconduction de financement. La durée de financement des actions sera également appréciée par ce comité.

Un financement pluriannuel par les Caf des actions de soutien à la parentalité est possible :

- pour les actions portées par des centres sociaux : ce financement doit être adossé à la période d'agrément par la Caf ;
- pour les actions portées par des porteurs de projets soutenus par la Caf depuis au moins deux ans et présentant un bilan qualitatif, quantitatif et financier conforme : ce financement sera versé dans le cadre d'une convention d'objectifs et de financement (Cof) établie pour une durée de 4 ans maximum.

La mobilisation de cofinancements

Le principe du co-financement est une règle afin d'inscrire les projets dans une dynamique partenariale. La Caf mobilise le volet 1 du fonds national parentalité en complément de l'intervention d'autres financeurs, sauf cas exceptionnels examinés par le comité des financeurs (en particulier en milieu rural et pour les petites associations).

Dans tous les cas, le montant total des financements accordés par la branche Famille ne peut pas excéder 80 % du coût total annuel de fonctionnement (ou de la dépense d'investissement ou d'équipement) d'une structure ou d'un service.

Ce pourcentage d'intervention ne doit pas être attribué de manière systématique, mais être apprécié en fonction des partenariats pouvant être mobilisés en complément et dans la limite des crédits disponibles.

☞ *Cas particulier du cumul de financements pour les structures soutenues par des prestations de services versées par la branche Famille*

Les structures financées par les Caf au titre d'une prestation de service portent dans leur projet de service un axe d'accompagnement des parents (accueil, écoute et information des parents). Ainsi, les projets proposés à la Caf pour un soutien au titre du volet 1 du fonds national parentalité devront être distincts de l'activité usuelle de ces structures. En outre, l'action devra émaner de besoins exprimés par les parents, être élaborée en concertation et complémentarité avec d'autres acteurs, et être accessible à l'ensemble des familles du territoire.

Seules les dépenses supplémentaires générées par l'action, et liées au coût logistique (location de matériel ou d'outils spécifiques) et/ ou à l'intervention d'un expert (coût d'un intervenant extérieur) seront prises en compte dans le cadre du fonds national parentalité. Les dépenses de personnel des agents des services bénéficiaires des prestations de service Caf (charges salariales des agents titulaires incluant leurs éventuelles heures supplémentaires, et charge salariale des professionnels remplaçants, le cas échéant) ne seront pas valorisées.

Sont notamment concernés par cette disposition :

- Les établissements d'accueil du jeune enfant (Eaje) ;
- Les relais d'assistants maternels (Ram) ;
- Les lieux d'accueil enfants parents (Laep) ;
- Les accueils de loisirs sans hébergement (Alsh) ;

- Les comités locaux d'accompagnement à la scolarité (Clas) ;
- Les structures d'animation de la vie sociale ;
- Les services de médiation familiale ;
- Les espaces de rencontre.

Les modalités de suivi et de valorisation des actions

Les actions font l'objet d'un suivi régulier des Caf et les porteurs de projets sont tenus de transmettre à la Caf un rapport annuel d'évaluation de l'action, pour toute la période du financement et s'engager à renseigner annuellement le service : www.parentalitecaf.fr

La présentation d'un bilan annuel des actions de soutien à la parentalité soutenue par la Caf auprès des conseils d'administration locaux est également préconisée afin de renforcer la connaissance et la notoriété de ces actions au sein des Caf.

Enfin, les Caf veilleront, en lien avec la fonction d'animation départementale parentalité, à capitaliser les bonnes-pratiques et à les partager entre les acteurs du territoire (via par exemple la mise en place de banques de projets locales ; de guides des actions financées) afin de favoriser la connaissance des actions voire leur essaimage.

Enfin, une géolocalisation des actions soutenues sera réalisée sur le site Mon-enfant.fr.

Typologie des actions pouvant être financées par les Caf

Les catégories d'actions suivantes sont susceptibles d'être financées par les Caf dans le cadre du volet 1 du fonds national parentalité⁶.

✓ Les groupes d'échanges et d'entraide entre parents

Ils visent à faciliter les échanges et à renforcer les solidarités entre parents, en leur permettant de partager leurs expériences, leurs difficultés, leurs questionnements relatifs à la parentalité, avec ou sans l'appui d'un professionnel. Il peut s'agir notamment de :

- **Groupes de parole ponctuels** qui rassemblent des parents autour d'un thème relatif par exemple : à l'éducation des enfants (ex/ la gestion des conflits), à la vie quotidienne (ex/ le sommeil, l'alimentation), au développement de l'enfant, aux relations familles/école, dans le but de trouver ensemble des solutions appropriées. Ces temps sont à l'initiative des parents et pris en charge par ces derniers, et ne sont pas animés par des professionnels ;
- **Groupes d'échanges entre parents** qui proposent des rencontres thématiques régulières animées par des professionnels autour de sujets portant sur les différentes dimensions du soutien à la parentalité. Ces thématiques peuvent être déterminées par les parents ou les professionnels. Il peut s'agir par exemple de cafés des parents pour mieux accompagner les parents face aux usages des outils numériques chez les jeunes enfants, de groupes de parents séparés souhaitant approfondir leurs échanges sur les problématiques liées à la séparation etc.
- **Groupes d'entraide entre parents** : à l'initiative des parents, ils visent à renforcer les échanges de services et la coopération entre pairs, dans l'objectif notamment de lutter contre l'isolement de certains parents, de favoriser le répit parental et de renforcer les solidarités entre les parents à l'échelle d'un territoire etc.

⁶

A noter : les exemples illustrant chaque catégorie d'actions ne sont pas exhaustifs, et visent à illustrer la catégorie d'action concernée.

✓ **Les activités et ateliers partagés « parents-enfants »**

Ces actions visent à enrichir les échanges entre parents et enfants au travers d'expériences et de moments partagés ayant pour supports des activités collectives (ludiques, d'éveil, de loisirs, sportives) ou la mobilisation d'un outil culturel (ex/ sortie familiale dans un musée). Elles favorisent les moments d'échange et de complicité entre l'enfant et son parent et impliquent une réflexion sur les pratiques éducatives. Ces activités sont animées par des professionnels.

Il s'agit d'ateliers ou de temps d'activités parents-enfants (ex/ ateliers autour de jeux animés par une ludothèque, ateliers de communication entre parents et adolescents, ateliers parents-bébés autour de la communication gestuelle, etc.).

✓ **Les démarches visant à aider les parents à acquérir et construire des savoirs autour de la parentalité**

Ces actions visent à accompagner les parents afin d'affermir leurs compétences parentales et les aider acquérir de nouvelles connaissances sur la dimension du soutien à la parentalité. Les actions suivantes relèvent notamment de cette modalité d'intervention :

- **Les universités populaires de parents (UPP)** qui sont des groupes de parents qui, avec l'aide d'un animateur et avec le soutien méthodologique d'un universitaire, mènent une recherche sur un thème qu'ils choisissent en lien avec la parentalité. Ils mettent alors leur travail en débat avec d'autres acteurs : des professionnels, des institutions, des politiques, pour croiser les points de vue et construire du dialogue afin de construire ensemble des actions citoyennes ;
- **Les actions de formation** à la parentalité à destination des parents mises en place par des professionnels ou des bénévoles ;
- **La réalisation par des parents d'outils ou d'actions sur la parentalité** (ex/ guide, pièce de théâtre, exposition) à l'attention des autres familles du territoire afin de leur permettre de découvrir un sujet ou d'approfondir leurs connaissances sur ce dernier.

✓ **Les conférences ou cinés-débat**

Il s'agit de temps de sensibilisation et d'information à destination des parents animés par des professionnels sur des sujets liés à la parentalité, suivis d'un échange avec les participants. Le sujet est énoncé et motivé par l'intérêt des parents pour le thème et peut porter sur de nombreux domaines : ex/ l'adolescence, la communication parents-enfants, les méthodologies d'apprentissage. L'essentiel du propos tenu par l'intervenant est constitué d'apports théoriques pouvant être illustrés par des expériences ou témoignages de parents.

L'action est l'amorce d'un travail avec les parents ou l'aboutissement d'une réflexion avec des parents sur un territoire. Elle ne doit donc pas avoir pour finalité unique l'organisation d'une conférence-débat mais s'inscrire dans le cadre d'une démarche d'accompagnement plus globale des parents.

✓ **Les manifestations de type « événementiels autour de la parentalité »**

Ces temps forts doivent s'inscrire dans un projet global sur un territoire et être pensés comme des vecteurs de communication à l'attention des parents sur les actions et les services de soutien à la parentalité existants. Ces événements peuvent aussi être conçus comme l'aboutissement d'un projet pour essaimer plus largement la dynamique créée.

Les actions non-éligibles

Les actions suivantes ne peuvent pas être financées par les Caf dans le cadre du volet 1 du Fnp :

- les actions à visée exclusivement individuelle, thérapeutique et de bien-être à l'attention des parents (*ex/ consultation de psychologue, actions de guidance familiale et parentale, coaching parental, séances de sophrologie etc*) ;
- les actions à finalité uniquement sportive, culturelle, occupationnelle et de loisirs ;
- les actions d'aide aux départs en vacances ou en week-end des familles si elles ne s'inscrivent pas dans un cadre collectif de préparation du départ et portent sur le versement d'aides financières aux familles ;
- les actions qui relèvent d'une prise en charge spécialisée au titre de la protection de l'enfance, de la prévention de la délinquance ou de la prévention spécialisée;
- les actions conduites par des prestataires privés de profession libérale (psychologue, consultant parentalité...) ;
- les actions de formation destinées à des professionnels ;
- les actions d'animation et de mise en réseau des acteurs du soutien à la parentalité (*ex/ organisation de journées professionnelles départementales*).

LES TEXTES DE REFERENCE

- ❑ Circulaire DIF/DAS/DIV/DPM n° 99-153 du 9 mars 1999 relative aux réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents
- ❑ Circulaire interministérielle/délégation à la ville n° 2001-150 du 20 mars 2001 relative au développement des réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents
- ❑ Circulaire cabinet délégué à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées/DIF/MEN n° 2002-231 du 17 avril 2002 relative au développement des réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents. Echange, entraide et solidarité entre parents. Relations entre les familles et l'école
- ❑ Circulaire interministérielle n° DIF/DGAS/2B/DAIC/DGESCO/DIV/2008/361 du 11 décembre 2008 relative aux Réseaux d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP)
- ❑ Circulaire interministérielle n° DGCS/SD2C/DPJJ/SAD-JAV/DGESCO/SG-CIV/DAIC /2012/63 du 7 février 2012 relative à la coordination des dispositifs de soutien à la parentalité au plan départemental
- ❑ Circulaire Parentalité 2014-017 relative au renforcement du soutien à la parentalité dans la Cog 2013-2017 : une nouvelle dynamique.
- ❑ Circulaire 2015-014 relative au déploiement des schémas départementaux des services aux familles (Sdsf)
- ❑ Charte nationale des Reaap
- ❑ Charte nationale de soutien à la parentalité
- ❑ Stratégie nationale de soutien à la parentalité « Dessine-moi un parent »